

MOBILISATION POUR LA PAIX ET CONTRE LE MILITARISME

Contexte

À l'initiative du groupe *Objection de conscience* et appuyé par l'AQOCI, le *Réseau québécois pour la levée des sanctions contre l'Irak* est mis sur pied à l'automne 2000. Dans le prolongement des conclusions de la mission québécoise d'observation présente en Irak en janvier 2000, mission à laquelle a participé l'AQOCI, ce Réseau avait comme objectifs d'informer la population québécoise des effets des sanctions internationales contre l'Irak, contrer la désinformation sur l'Irak et sur ce qui touche le monde arabe et musulman et dénoncer la politique canadienne vis-à-vis l'Irak. À ces fins, conférence, campagne publique, appel international à la levée des sanctions contre l'Irak ont été organisés.

Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, la riposte militaire internationale s'est organisée à la vitesse de l'éclair. La riposte du milieu québécois de la coopération et de la solidarité internationale aussi. Dès le 14 septembre, l'Association des organismes de coopération internationale (AQOCI) exprimait dans une lettre au premier ministre canadien son profond désaccord avec cette logique guerrière et lui rappelait l'urgence de changer la façon de concevoir la sécurité nationale et la lutte au terrorisme, y compris le terrorisme d'État. Selon les ONG, il n'existait pas d'autres voies vers la paix que l'analyse des sources de conflit, le dialogue entre les peuples et le développement durable, fondé sur la justice sociale et le respect des droits humains pour toutes et tous." ([EMI février 2008](#))

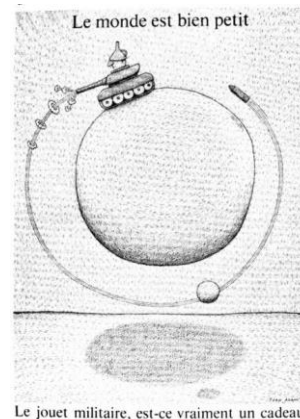
1982: Campagne «La militarisation, obstacle au développement»

Le comité d'éducation de l'AQOCI lance la campagne «Militarisation, obstacle au développement». La campagne insiste sur des cas concrets au Salvador, au Guatemala et en Afrique australe.

La campagne vise à sensibiliser le public à la question de la militarisation et plus particulièrement à sa présence dans nos vies quotidiennes par les médias de communication de masse. Elle visait aussi à amener le public à poser un geste concret en boycottant les jouets militaires à l'occasion de Noël. (Rapport annuel 1981-82, 21)

Parmi les outils développés pour la campagne, il y avait un dossier d'information; une affiche sur les jouets militaires intitulée «Le jouet militaire, est-ce vraiment un cadeau?»; une capsule pour la télévision avec le comédien Raymond Cloutier; un dépliant sur les jouets militaires; une série de chroniques publiées dans *Le Soleil* et *Le Devoir*; un calendrier thématique intitulé «12 négatifs sur le tiers-monde». . (Rapport annuel 1981-82, 21)

1984 : Jouets militaires



Inter-Mondes, 1984.



Source : Inter-Mondes 1990, vol. 6, no 2.

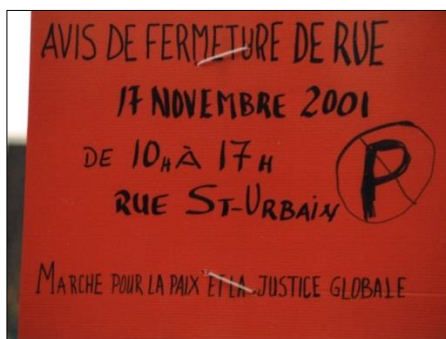
1993: Campagne pour la réduction des dépenses militaires du Canada

Le Comité de solidarité Tiers Mondes Trois-Rivières lance une campagne pour la réduction des dépenses militaires du Canada le

21 octobre.



Inter-Mondes, 1993.



Pancarte lors de l'annonce d'une manifestation "Marche pour la paix et la justice sociale", 2001. Crédit : AQOCI

Création de la Concertation



Comprendre et agir pour une paix juste_2002_Crédit : AQOCI



Rassemblement pour la manifestation pour la paix_2001_Crédit : AQOCI

« Comprendre et agir pour une paix juste », 2002

Dans la foulée de ces des attentats de 2001, l'AQOCI a mis en place la concertation "Comprendre et agir pour une paix juste", qui traitait des enjeux de sécurité. Dans le cadre de ce projet, un dépliant expliquant de façon simple ce qu'est le terrorisme a été diffusé à 30 000 exemplaires. Des fiches pédagogiques ont également été produites autour des thèmes de la paix, de l'immigration et du droit d'asile, des droits humains et du développement ainsi que l'Irak, tandis qu'une série de sessions de formation s'est donnée un peu partout à travers le Québec. De plus, l'AQOCI a organisé des séminaires de réflexion sur les enjeux de sécurité. ([Le Devoir, 8 février 2003](#)).



Comprendre et agir pour une paix juste_2002_Crédit: AQOCI

Cette coalition est née de la nécessité d'apporter une réponse mieux articulée et plus unifiée à la généralisation des menaces contre la paix mondiale. La Concertation regroupait les organismes suivants ([CEMAQ 2002](#)):

- Artistes pour la Paix
- Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)
- Association québécoise pour la taxation des transactions financières et l'aide aux citoyenNEs (ATTAC-QUÉBEC)
- Centre de formation populaire
- Centre justice et foi
- Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
- Fédération des femmes du Québec (FFQ)
- Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ)
- Ligue des droits et libertés
- Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MEPACQ)
- Objection de conscience
- Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI)



Comprendre et agir pour une paix juste_2002_Crédit: AQOCI

L'AQOCI publie une série de 17 recommandations au gouvernement canadien à propos de la sécurité

26 juin 2002

Ces recommandations ont été élaborées en collaboration avec onze autres organisations qui, ensemble, ont créé la Grande concertation « Comprendre et agir pour une paix juste » au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. ([CMAQ 2002](#))



Amir Khadir, 2002. Comprendre et agir pour une paix juste. Crédit : AQOCI

À l'occasion du 1^{er} anniversaire de ces attentats, la Concertation Comprendre et agir pour une paix juste a émis, le 10 septembre 2002, un communiqué de presse et une déclaration appelant le gouvernement canadien à se dissocier des attitudes belliqueuses des États-Unis.

Le 5 octobre 2002, la Concertation tenait une vigile pour dénoncer les préparatifs d'une guerre contre l'Irak au parc Jarry. Si elle n'a regroupé que quelques centaines de personnes, elle aura par la suite donné naissance au Collectif Échec à la guerre qui a pris le relais de la mobilisation contre la guerre." ([Rapport annuel de l'AQOCI 2002-2003](#))

Création du Collectif Échec à la guerre



[Image sur Google](#)

La Coalition Comprendre et Agir pour une paix juste, regroupant des groupes de solidarité internationale, des groupes communautaires et de femmes, des groupes religieux ainsi que des associations étudiantes et des organisations syndicales, a appelé à la création d'une plus vaste coalition pour freiner la menace d'une guerre contre l'Irak. En octobre 2002, une cinquantaine de groupes se sont donc réunis autour de la plate-forme suivante:

- Affirmer l'opposition totale à l'agression que les États-Unis préparent contre le peuple irakien.
- Exiger du gouvernement canadien qu'il refuse toute participation à cette agression et qu'il la condamne fermement.
- Exhorter les nations du monde à résister au chantage des États-Unis visant à obtenir, en violation du droit international, l'aval des Nations Unies à leur projet belliqueux.



Aziz Fall_Comprendre et agir pour une paix juste_Crédit: AQOCI

« Le Collectif est une coalition d'organismes de la société civile québécoise, préoccupés par la place grandissante de la guerre dans la politique étrangère canadienne et par la montée d'un discours officiel militariste au Canada. Il a été mis sur pied à l'automne 2002 au moment où le déclenchement d'une guerre contre l'Irak était imminent, dans le but de s'opposer à cette guerre et à toute participation canadienne. Opposé aux interventions militaires du Canada en Afghanistan, en Libye et, maintenant, en Irak et en Syrie, le Collectif dénonce les faux prétextes sécuritaires ou humanitaires de la soi-disant « guerre contre le terrorisme ». ([Site du Collectif Échec à la guerre](#))

En lien avec une mobilisation internationale sans précédent, les manifestations contre la guerre se sont succédées au Québec : 17 novembre, 18 janvier, 15 février, 15 mars et suite au déclenchement de la guerre contre l'Irak, les 22 mars et 12 avril. Celles du 18 janvier, 15 février, 15 et 22 mars ont suscité des mobilisations sans précédent.

Manifestation de 25 000 personnes contre la guerre en Irak

18 janvier 2003

Dès le 18 janvier 2003, plus de 25 000 personnes manifestent dans les rues du centre-ville de Montréal pour exprimer leur opposition à l'agression que les États-Unis préparent contre l'Irak et demander que le gouvernement canadien s'oppose fermement à toute participation à une guerre aux côtés des États-Unis. ([Collectif Échec à la guerre](#))



«Selon la Charte de principes que nous avons adoptée, nous ne pouvons tout simplement pas nous taire devant les catastrophes qui s'y trament», assure Francine Néméh, alors directrice de l'AQOCI. C'est pour cette raison que l'AQOCI s'est jointe au Collectif Échec à la guerre, à l'origine de la grande manifestation pour la paix qui s'est déroulée le 18 janvier dernier. «Si la manifestation de 25 000 personnes a pu avoir lieu, dit-elle sans prétention, c'est parce que ça fait des années qu'on décortique et explique ce qui se passe en Irak.» (Le Devoir, 8 février 2003)



Manifestation à Trois-Rivières contre la guerre en Irak_2003_Crédit : AQOCI

Le 12 février 2003, plus d'une centaine de personnalités de toutes les sphères de la société civile québécoise dont le réseau de l'AQOCI ont endossé une lettre adressée à Jean Chrétien, alors premier ministre du Canada, dénonçant les préparatifs et la propagande de guerre et l'incitant à ne pas engager le Canada dans cette guerre d'agression contre l'Irak.

Manifestation de 150 000 personnes qui disent non à la guerre en Irak 15 février 2003

Alors que la menace de guerre devient de plus en plus immédiate, plus de 150 000 personnes manifestent dans les rues de Montréal pour dire « Non à la guerre, Place à la paix », « Pas de sang pour du pétrole » et pour exhorter le gouvernement canadien à refuser toute participation du Canada à cette guerre contre l'Irak et à la condamner ouvertement. ([Collectif Échec à la guerre](#))

Le **15 mars 2003**, une véritable marée humaine déferle dans les rues du centre-ville de Montréal. 250 000 personnes dénoncent haut et fort cette guerre d'agression illégitime et illégale contre l'Irak et invitent le gouvernement canadien à choisir la paix.



200 000 personnes manifestent à Montréal contre la guerre en Irak 22 mars 2003

Au lendemain des premières attaques contre l'Irak, le 20 mars, un appel à manifester est lancé dans plusieurs grandes villes canadiennes.



Au Québec, le *Collectif Échec à la Guerre* appelle la population à maintenir la mobilisation et à participer à une grande manifestation contre la guerre en Irak. Ainsi, le 22 mars 2003, 200 000 personnes déferlent à nouveau sur Montréal pour réclamer la fin immédiate de la guerre. ([Collectif Échec à la guerre](#))

Les grandes mobilisations du printemps 2003 appelées par le Collectif n'ont pas été le point final des luttes anti-guerre. Depuis, le Collectif dont l'AQOCI est membre, a continué, à travers son travail de sensibilisation et de mobilisation, à dénoncer l'occupation étrangère de l'Irak, le partenariat militaire du Canada avec les États-Unis, la participation canadienne à la guerre d'agression contre l'Afghanistan et la montée inquiétante du militarisme au pays.

À grands traits, il faut rappeler, entre autres activités :

- . la tenue du colloque sur *L'occupation de l'Irak : réalités, enjeux et résistances* (3 et 4 octobre 2003)
- . la publication du document *La guerre contre le terrorisme : une arme de destruction massive* (mars 2004)
- . la participation du Collectif à la campagne citoyenne contre l'adhésion du Canada au projet états-unien du bouclier antimissile (automne 2004)

- . la déclaration du Collectif sur le rejet du partenariat militaire entre le Canada et les États-Unis (24 septembre 2005)

- . la publication du communiqué de presse *Pour le retrait immédiat des troupes canadiennes d'Afghanistan* (10 avril 2006) à l'occasion du débat à la Chambre des communes sur la présence et le rôle des troupes canadiennes dans ce pays

- . l'endossement de l'Appel public au retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan publié, entre autres, dans *Le Devoir* (octobre 2006)

- . la publication de la brochure *Le Canada dans la guerre d'occupation en Afghanistan* (février 2007)

- . les Audiences populaires pour le retrait des troupes canadiennes d'Afghanistan auxquelles ont participé une quarantaine d'organismes dont l'AQOCI (février 2008). Ces audiences ont été organisées dans le but de faire contrepoids aux travaux du comité Manley qui n'a tenu aucune consultation publique

- . la publication d'une lettre ouverte à tous les candidat-e-s aux élections fédérales sur le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan, lettre publiée dans *Le Devoir* et le journal *Métro* (10 octobre 2008)

- . la publication de deux fascicules *Mener la guerre pour le bien des femmes vraiment?* et *L'OTAN : alliance défensive ou instrument de guerre?* (juin 2009)

- . la tenue d'une soirée publique (24 novembre 2009) avec l'ex-députée afghane Malalai Joya dans le cadre de sa tournée nord-américaine et à l'occasion de la publication de ses mémoires

. la publication d'un 3e fascicule *La militarisation de la politique étrangère du Canada: qui dicte l'agenda?* (décembre 2009)

. la publication du 4e fascicule *À l'ONU: le droit internationale mis à mal par le Conseil de sécurité?* (mars 2010)

. la réalisation du Sommet populaire *Pour en finir avec la guerre* (19-20 novembre 2010). Dans le cadre de ce Sommet, l'AQOCI avec CISO et L'EMI ont tenu un atelier sur la militarisation de l'aide humanitaire. Une Déclaration finale a été publiée à l'issue du Sommet

. depuis 2011, l'implication de l'AQOCI dans la campagne annuelle du coquelicot blanc à l'initiative du Collectif Échec à la guerre, campagne menée en mémoire de toutes les victimes des guerres et pour réclamer la fin de toutes les guerres (voir le site du Collectif pour l'historique et le sens de cette campagne). **En raison de la durée de cette campagne, il faudrait peut-être la sortir de cette liste d'activités et en faire un paragraphe à part ..**

. la publication du 5e fascicule *La responsabilité de protéger: de quoi s'agit-il vraiment?* (septembre 2012)

. la tenue d'une conférence publique sur *La responsabilité de protéger: de quoi s'agit-il au juste? Le cas de la Syrie* (4 octobre 2012)

. la publication de la brochure *La montée inquiétante du militarisme au Canada* (mai 2014)

. la publication de la déclaration *Pour faire avancer la paix: combattre le militarisme canadien* (Le Devoir, 26 septembre 2014)

. la tenue du colloque *La guerre en Syrie et en Irak, l'État islamique et le Canada* (23 avril 2016)

À cette énumération non exhaustive, il faudrait ajouter l'organisation de très nombreuses manifestations et l'émission de multiples communiqués de presse à l'initiative du Collectif. Les enjeux liés au militarisme et l'implication canadienne dans les présentes guerres d'agression sont toujours d'actualité. La mobilisation anti-guerre aussi.

À suivre!



Pour en savoir plus :

Entrevue à Radio-Canada « [Un coquelicot blanc pour se souvenir des civils morts à la guerre](#) » (2014)